

Une histoire de GAF

Entretien avec Jean-Marc Legagneux

du GAF (Groupe d'Amitié Fraternité, Toulouse)

Nous rencontrons Jean-Marc Legagneux une matinée de novembre, au siège de l'Association dont il est le secrétaire général. J.-M. Legagneux (JML) a rejoint le GAF depuis une dizaine d'années pour en devenir progressivement l'un des principaux porte-paroles.

Née à Toulouse sous la forme d'une structure d'accueil autogérée pour et par les SDF en 1995, le GAF est une association qui a développé au fil des années, en partenariat avec les associations et les institutions publiques, des interventions innovantes et adaptées d'aide aux personnes à la rue, notamment en matière d'habitat.

Le siège du GAF se trouve dans le quartier de la cité Madrid, dans la banlieue de Toulouse, accessible en dix minutes depuis le centre ville, par un bus un peu vide en dehors des heures de pointe.

C'est là, dans une des salles de réunion, que Mr Legagneux nous reçoit près de trois heures durant, pour une discussion dense, exigeante et passionnante, dont nous proposons ici une transcription exhaustive.

La naissance du GAF

JML : Le GAF est né dans le Secours Catholique. Le premier lieu du GAF a été créé il y a quinze ans. Il a été mis à disposition par Françoise de Veyrinas, lorsqu'elle était adjointe aux affaires sociales à la mairie de Toulouse. Cela ne n'est pas fait dans la douceur ! Le GAF a toujours travaillé avec les institutions, car c'est une association citoyenne, militante et sociale. Elle se situe aussi dans le champ de l'innovation sociale car tout ce qui existe au GAF est né de l'expérience des gens de la rue. On est tous issus de la rue, et ceux qui siègent à notre conseil d'administration de l'habitat différent viennent quasiment tous de la rue.

La genèse de l'association a eu lieu entre 1990 et 1993, avec des rencontres de groupes de SDF qui venaient dans un accueil de jour au Secours Catholique. C'étaient aussi les débuts du RMI à ce moment. Il n'y avait quasiment pas d'accueil de jour, on ne parlait pas de cela à l'époque. Deux après-midi étaient ouvertes au Secours Catholique, les gars venaient jouer aux cartes, boire un café. Pas mal de ceux qui venaient étaient ce qu'on appelle des marginaux, des gens pas obligatoirement simples à manœuvrer. Donc les animateurs se sont interrogés sur

ce qu'il était possible de faire avec eux. Il a été choisi de les accompagner, mais en se mettant à côté d'eux, et de les laisser eux-mêmes faire leur propre chemin. C'est très schématisé, mais globalement, les SDF ont commencé à s'impliquer dans cet accueil de jour. Une partie d'entre eux a commencé à réfléchir à ce qu'ils pourraient faire eux-mêmes mais dans un cadre plus légal. C'est comme ça qu'a été créée l'association dont les premiers statuts ont été déposés en 1993 à la préfecture, par les SDF eux-mêmes.

Les deux premiers points des statuts sont les deux buts de l'association, qui sont toujours les mêmes aujourd'hui : s'opposer à une approche inégalitaire dans les politiques sociales et défendre le droit des SDF.

Une approche égalitaire

L'association est née en réponse au fait qu'un grand nombre de SDF ne supportaient pas les politiques sociales menées ni la façon dont on abordait les personnes. Cette espèce de misérabilisme qui existe encore aujourd'hui, cette relation où l'autre sait qu'il est plus petit, plus bas que son interlocuteur. L'association s'est montée en opposition à cela, pour dire : « on est capables de monter collectivement nos propres projets, on sait ce qu'on veut, ce qu'on est capables de faire ».

Le GAF est né de permanentes co-productions égalitaires entre les gens de la rue et d'autres qui n'étaient pas obligatoirement issus du monde de la survie. Il y a eu différents types de rencontres et de mélanges. Par exemple des squatteurs en situation de survie (squatteur pour s'abriter), des squatteurs de type plus artiste, des squatteurs par choix ou des associatifs comme le Secours Catholique. Ça a été le cas pour les premières¹ équipes de maraude, qui sont nées à Toulouse. Elles étaient composées de gens de la rue précurseurs du GAF et de personnes de Médecins du monde, étudiants ou médecins. Ça paraît normal parce que ce sont les SDF qui savent ce qu'on peut faire ou pas. À l'époque, les maraudes étaient importantes car il y avait beaucoup de personnes isolées et il était important d'aller à leur rencontre. Mais il fallait savoir y aller surtout seulement « avec soi-même », pas venir avec un café ou une couverture, car à ce moment-là on se retrouve dans un rapport de commerce : « je te donne quelque chose simplement pour pouvoir t'approcher », ce qui n'est pas un rapport humain, pas un rapport vrai.

¹ Il y avait eu d'autres tentatives avant, mais les équipes sociales n'ont pas supporté d'être en permanence confrontées à des SDF et de partager le pouvoir.

Aujourd'hui, les équipes de maraude sur ce modèle fonctionnent toujours, en concertation très forte avec l'équipe mobile sociale officielle. Ainsi que le Samu social de Paris tel que l'a voulu Xavier Emmanuelli. Il faut reconnaître ce travail, mais la maraude a ses limites, car on arrive vers les gens pour faire du lien, mais quand il n'y a rien à proposer, on est dans un monde de frustration.

Cosmopolitiques : le problème pouvait-il aussi venir du fait que la demande n'est pas évidente pour ces personnes ?

JML : La question n'est pas que les gens de la rue soient en demande ou non, car ils s'adaptent. S'ils voient qu'il n'y a pas de solution, soit ils se les inventent eux-mêmes, soit pour certains ils restent sur le pavé. Or il n'y a pas cet espace d'invention pour celui qui n'accepte pas les contraintes liées aux stratégies d'insertion en escalier, qu'on utilise en France depuis cinquante ans. Ces stratégies sont infantilisantes, de l'assistanat pur où les gens ne décident pas, où il y a toujours quelqu'un à côté qui décide pour eux. Il faut donc admettre que les gens peuvent s'inventer leurs propres solutions.

Le GAF est une boîte à outils qui permet aux gens de réaliser leurs projets, c'est le but de l'association. On n'est pas là pour penser à la place des gens. Tout le monde ici a vécu à la rue, donc on sait très bien que chacun a son rythme, son chemin, qu'on ne réussit pas les choses du premier coup. Ce qui n'est pas spécifique aux SDF : c'est juste très humain.

L'idée est que les gens montent leurs propres projets, qu'ils se prennent en charge, et qu'ils aient le pouvoir sur ce qu'ils font. Et ce pouvoir ne peut être autre que politique, à l'intérieur de la structure. C'est-à-dire que les gens sont tous à égalité. C'est un système démocratique très égalitaire où toutes les décisions sont prises en assemblée générale.

Au GAF, on est maintenant dispersés sur neuf lieux différents, il a donc fallu qu'on décentralise notre démocratie. On a été obligés parce qu'on ne peut pas réunir 80 personnes à chaque fois pour une décision. On a réformé notre gouvernance pour qu'il y ait toujours cette collégialité, pour que les gens aient le pouvoir sur leurs propres projets, et que le collectif puisse réguler, mais en essayant d'être toujours efficaces.

Aujourd'hui nous avons des pôles d'activité différents : les accueils de jours (tenus par des gens qui vivent dehors) : les maisons du GAF, la maison pour les gens âgés et malades de la rue, le pôle hébergement logement, le pôle culturel et sportif, l'atelier de chantier d'insertion qu'on a été obligé de monter car les contrats aidés ont été supprimés. Les contrats sont extrêmement importants pour le parcours que l'on peut faire au GAF, surtout pour la

stabilisation des projets. L'atelier par exemple est une gigantesque usine à gaz de paperasse, mais aujourd'hui ça marche ; ça fait un an qu'on l'expérimente. C'est intéressant car ça permet de maintenir notre pédagogie, on a vraiment besoin des contrats pour soutenir le parcours des personnes.

La défense du droit des SDF

Nous sommes aussi des militants, c'est le deuxième point des statuts du GAF : la défense des droits des SDF, avec l'obtention de nouveaux droits si c'est possible. Ce qu'on a eu, de toute façon, l'a été par le combat. C'est-à-dire qu'on ne nous a pas fait confiance au début et qu'il a fallu qu'on fasse nos preuves. Il a fallu se battre tout le temps et on se bat encore aujourd'hui sur un certain nombre de sujets que l'on défend. C'est une approche citoyenne. On est un acteur, si on est crédible et si les gens nous font confiance. En France, on n'est pas dans un état d'esprit où on fait confiance aux gens pour mener leur vie, en particulier les gens de la rue, qui sont les dernières personnes à qui on fasse crédit. Donc il faut faire ses preuves et aller au combat. On a eu des conflits violents, avec la précédente municipalité, avec laquelle on a bataillé pendant trois ans, parce qu'ils voulaient chasser les SDF du centre ville. Pendant trois ans on a fait tout un tas de manifestations, d'occupations, de colloques, pour pouvoir faire cesser cette politique ahurissante de ménage, qui est un sport national en France car cela se pratique quasiment partout. Il y a deux solutions avec les SDF : soit on travaille avec eux, soit on les chasse. Or travailler n'est pas simple, il faut aller sur des chemins inhabituels. La chasse en revanche, c'est facile. Nous, on est globalement dans un état d'esprit de citoyenneté. On est des acteurs autant dans la société qu'au sein de notre propre vie. C'est pour ça que la collégialité est installée : toutes les décisions sont prises dans les assemblées, et doivent être prises à l'unanimité. C'est une culture du conflit et de la gestion du conflit, mais c'est aussi une culture du consensus. L'unanimité dans les décisions permet d'être sûrs que quelqu'un qui vient de la rue dans l'association et qui porte un projet ait le pouvoir sur son propre projet. Pour cela il faut qu'il possède un pouvoir politique, et ce pouvoir, c'est celui de nuire à tout le monde.

Cosmopolitiques : Ce pouvoir permet de s'opposer et d'interrompre un projet par exemple ?

« Le misérabilisme est à l'extérieur, pas à l'intérieur. »

JML : Il y a tout un dispositif de dialogue. Quand on dit non à une décision, on doit justifier pourquoi. Il est nécessaire que les personnes aient ce pouvoir sur leur projet, d'avancer à leur rythme. C'est la structure de l'association et le groupe qui permettent de réguler et d'accompagner. Mais la personne est toujours en face d'elle-même, parce que c'est que comme ça qu'on avance : ce n'est pas en étant soutenu, porté, ou qu'un autre prenne la décision à sa place. Si les gens ne sont pas prêts, ça se voit assez vite.

Cosmopolitiques : s'il y a quelque chose qui ne prend pas avec une personne ?

JML : L'échec n'est pas un problème, ça fait partie du chemin. L'idée est que les gens soient en face d'eux-mêmes. C'est un pouvoir où les personnes sont interpellées comme des êtres raisonnables, collectivement aussi. Avec ce fonctionnement collectif, les gens qui essaient d'exercer ce pouvoir de nuisance de façon malveillante se retrouvent très vite face au groupe.

Cosmopolitiques : cela arrive souvent ?

JML : Oui tout le temps. Mais face à l'individu, le groupe est puissant. Cela permet d'éviter aux gens, parce qu'ils sont tellement imprégnés par les systèmes d'insertion, d'accuser l'autre d'être responsable de ce qui ne marche pas. Il faut absolument éviter cela. Ce qui est important, c'est que la personne assume ce qu'elle est et qu'elle puisse cheminer en ayant des outils. Donc ce que nous avons, c'est une boîte à outils à l'usage des SDF pour réaliser leurs projets quels qu'ils soient.

Cosmopolitiques : quels projets par exemple ?

JML : N'importe quoi. Cela peut être du travail, de l'habitat, de la santé. Si la personne a un projet, elle peut s'inscrire dans l'association individuellement ou collectivement, dans un certain nombre de projets qui existent, ou créer ses propres projets. Car au départ on n'avait rien. Tout ce qui a été monté dans l'association a été monté par les gens de la rue. Et tout cela est développé, entretenu aujourd'hui parce que les gens issus de la rue le font fonctionner.

Cosmopolitiques : la notion de projet n'est pas quelque chose de spontané : on n'a pas forcément un projet comme ça, surtout quand on sort de la rue. Du coup, ces projets sont co-produits avec les gens du GAF ?

JML : Tout le monde a des projets, sinon on est mort. Le SDF ne passe pas son temps à s'appesantir sur son sort. Le misérabilisme est à l'extérieur, pas à l'intérieur. Parce que les gens doivent vivre, survivre. C'est faux de dire que les gens n'ont pas d'envies, tout le monde en a. Le fait de l'exemplarité compte, le fait de voir des gens de la rue avancer, de faire des choses, ça permet aux autres de sentir qu'ils ont de l'espace. Car la question est toujours la même : quel espace j'ai pour pouvoir avancer. L'idée au GAF est que les personnes qui arrivent, quel que soit leur angle d'arrivée, voient qu'elles ont de l'espace pour pouvoir avancer, construire leurs vies.

Ce sont des notions extrêmement subtiles. Nous les percevons d'autant mieux que par exemple dans les foyers d'hébergement classiques, vous n'avez pas d'espace. Vous n'avez pas d'espace intime, ou très peu – cela commence à peine à arriver. Vous n'avez pas de pouvoir sur les structures. À ce moment-là, les gens ne peuvent pas s'imaginer progresser, parce qu'ils n'ont pas d'espace. On veut bien écouter les projets, mais c'est l'institution qui va décider s'il est ou non « validable ». Cette approche ne fonctionne pas.

Même s'il y a des gens qui ont des projets délirants, ils peuvent essayer de les monter au GAF. Au final, les gens se retrouvent toujours en face d'eux-mêmes, et c'est leur travail qui fait qu'ils avancent ou pas. D'autre part, on peut participer à des projets déjà existants, comme aux petits déjeuners, pour servir des cafés, ce qui n'est pas une chose très difficile. Mais la possibilité de monter de nouveaux projets reste toujours ouverte.

Il y a absolument toutes les possibilités. Au GAF, on a tous commencé petit, puis au fur à mesure, on s'est mis à prendre des responsabilités et à créer des choses beaucoup plus importantes. Comme la création des chantiers d'insertion, qui est un projet énorme. La personne qui les a montés a fait un boulot dingue et elle est en train de se diplômer en ce moment. Pour quelqu'un qui est issu de la rue, du pavé, c'est vraiment important.

Cosmopolitiques : De se diplômer dans quoi ?

JML : Dans l'insertion professionnelle : conseiller en insertion professionnelle. C'est pas tellement pour le diplôme, mais c'est en tant qu'outil pédagogique que c'est intéressant, parce que ce sont des projets personnels. Au GAF, aujourd'hui, personne n'est payé plus que le

SMIC. On ne crée pas de l'emploi, on n'est pas là pour ça. Tous les gens qui sont dans la structure portent un projet, et le contrat de travail fait partie du projet. Il permet aux personnes de pouvoir se stabiliser, de pouvoir dire : « je fais, j'ai ».

Par exemple, dans la pédagogie, pour devenir porteur de projets dans l'association, il faut que la candidature soit validée par une assemblée. On a quatre pôles d'activité, quelle que soit l'activité choisie, on va sur un de ces lieux expliquer sa candidature et son projet, et ce projet doit être validé par l'assemblée. Il doit l'être à l'unanimité. Et à partir de ce moment-là, la personne peut commencer à cheminer. A partir de quelque mois, au minimum cinq, la personne peut prétendre avoir un contrat de travail, qui est voté en assemblée.

Quand on avait des contrats aidés, c'était facile. Aujourd'hui, on est obligés de s'adapter différemment : on a l'ACI (aide à l'accompagnement de chantiers d'insertion), on a des CDI, des CDD, c'est un peu plus complexe. Mais globalement, le contrat est voté en assemblée, à l'unanimité, pour valider le parcours de la personne. Des points sont faits régulièrement, car toutes les semaines ou tous les 15 jours, tous les pôles d'activité ont des réunions où on fait le point sur les projets, où tous les porteurs de projets discutent collégalement de leurs projets. Ces assemblées sont souveraines : elles parlent de tout, de comptabilité, de gestion etc. Au bout de ces quelques mois, si la personne est bien dans son projet et si elle valide son parcours, elle peut prétendre à un « contrat aidé ». Et elle peut continuer après à cheminer. On a aujourd'hui 22 salariés qui sont tous des porteurs de projets. Ce sont les forces vives.

Moi par exemple, je ne suis pas porteur de projet. Je l'ai été avant mais plus aujourd'hui. Car j'ai un poste de secrétaire général. Dans une association de loi 1901, il faut des responsables juridiques, il en faut toujours trois. Nous n'avons pas de président et pas de bureau, car nous avons choisi la structure collégiale : nous avons trois secrétaires généraux. On dit parfois, même en préfecture, que la structure collégiale n'existe pas, ce qui est faux. Il peut y avoir différents types de collégialité, mais cela existe.

Devenir un représentant de l'association

JML : Ce qui est important dans une structure associative, c'est l'association de personnes, donc c'est l'assemblée générale qui décide. Toujours : même si on délègue son pouvoir au président ou au conseil d'administration. Chez nous, le conseil d'administration est une instance de travail, pas une instance de décision. Intégrer le conseil d'administration c'est prendre de nouvelles responsabilités dans l'association. Cela fait partie des parcours, de même que pour l'accès au poste de secrétaire général. Tous les postes sont sujets à prise de

responsabilité dans l'association. Par exemple, devenir secrétaire général c'est s'engager sur un chemin où on devient responsable juridique. On doit alors faire attention à l'application de la loi, à ce que les buts de l'association soient respectés, et même si on n'a pas de pouvoir politique direct, on a la possibilité d'imposer un certain nombre de choses et d'intervenir en cas de non respect de la loi. C'est toujours cette notion : prise de responsabilité. Tout est fait pour cela dans l'association. Au départ on s'investit dans son projet personnel, et quand on a envie de faire plus, parce que ces responsabilités sont extrêmement intéressantes, on peut devenir un représentant du conseil d'administration.

Cosmopolitiques : On peut, ou c'est une étape obligatoire ?

JML : Non, ce sont les personnes qui décident. En tout cas, ça leur est proposé. Par exemple dans le conseil d'administration de l'association, il y a des représentants de chaque pôle d'activité. Car chaque pôle doit avoir deux représentants. Cela va permettre à ces membres d'un pôle d'activité donné de voir que l'espace existe, que l'association est plus vaste qu'ils ne le pensent, plus importante, avec des budgets de 50 000 euros par exemple. Notre comptable, par exemple, est un des créateurs de l'association. Tout est ouvert à la prise de responsabilité et cela doit être fait par un choix volontaire.

Après, assumer ses responsabilités n'est pas toujours simple, mais cela fait partie du parcours. Et parfois on n'est pas capable... moi il m'a fallu des années avant de faire ce que je suis capable de faire aujourd'hui. Il y a un droit énorme qui est laissé à l'échec, cela fait partie de la pédagogie. On accepte d'emblée que cela existe et que cela fait partie de l'expérience : c'est pas grave. Ce qui est important est que le groupe le renvoie aux personnes. Cependant, précisons qu'il y a différents types d'interventions : il y a la démocratie directe avec le groupe qui intervient directement, mais nous avons aussi des cellules d'accompagnement.

Cosmopolitiques : Pour les personnes plus fragiles ?

JML : Pour tout le monde. C'est nécessaire. Il y a l'espace démocratique, et il y a l'espace des personnes. Nous, on travaille sur la globalité de la personne. Il est nécessaire que les gens aient des espaces où pouvoir parler, le soir par exemple. Un certain nombre de personnes dans l'association ont plus de capacités à l'écoute par exemple. Elles vont permettre à des gens de s'exprimer en dehors du groupe. Parce que le groupe peut être stigmatisant, ce n'est pas simple de parler de sa vie à tout un groupe.

Cosmopolitiques : Ce ne sont donc pas des groupes de parole.

JML : Il n'y a pas de groupes de parole, il n'y a que des groupes de pouvoir. Il n'y a personne ici qui donne la parole à l'autre. La parole on l'a. Ensuite, c'est sur les actes qu'on est jugé au GAF, pas sur ses paroles. Quelqu'un est crédible à partir du moment où il agit, s'il ne fait que parler, ça ne sera que du vent. C'est bien parce que ça permet aux gens de se positionner et d'avoir des repères vrais, pas artificiels.

Critique du système d'insertion à la française

JML : Car dans le système de l'insertion, on a des choses très artificielles. Les gens doivent se couler dans des cadres extrêmement stricts, ils doivent se fondre là dedans, comme Barbapapa. On y est en permanence suivi, encadré, etc. Et quand on arrive au bout, on n'a pas les repères. C'est le système de l'hébergement et des stratégies en escaliers, où vous avez des gens qui passent par l'hébergement d'urgence, les CHRS², etc. Dans ce système, si vous êtes bien quand on aura fini de vous soigner – parce qu'on est dans des stratégies de soin et d'éducation en France – vous pouvez accéder à un logement autonome et à un travail. Mais ce sont les travailleurs sociaux qui valideront ce parcours. Donc déjà il faut arriver en haut, et combien de personnes arrivées en haut se sont cassées la gueule parce qu'on a pensé leurs vies à leur place. En plus, on n'est même pas accompagnés après. On a balisé le chemin à la place des gens, et beaucoup courent à l'échec. Ça, c'est à cause des représentations.

Cosmopolitiques : En plus, l'échec est sanctionné ...

JML : Oui, vous êtes un misérable, vous êtes un pauvre. Vous avez aussi des « gentils » : vous êtes un démuné, vous êtes tout petit. Vous êtes quoi en terme de représentation ? Un misérable. Quand on vous explique, on présente toujours le verre à moitié vide, jamais à moitié plein. C'est toujours les « sans ». Le discours est le suivant : tu as un problème, tu n'as pas de domicile, ça veut dire que tu n'es pas adapté à cette société. Donc nous, on va t'éduquer pour que tu sois capable de t'insérer dans cette société. On est toujours sur une absence de qualification, et c'est terrible ce que ça fait aux gens. Les gens qui le font ne le voient pas. Quand j'entends dire « il faut de l'aide aux plus démunis », mentalement, moi ça

² Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale

me fait un déclic. Car dans la rue personne n'a cette vision de soi-même. Sauf ceux qui jouent la comédie pour avoir des choses. Ce qui fait partie des stratégies.

Cosmopolitiques : Oui c'est d'ailleurs cela qui est demandé très ouvertement par les pouvoirs publics.

« Le dernier des clochards est un mec hyper autonome »

JML : Non, pas obligatoirement. Car quand vous faites la manche, il y a deux façons. Soit vous faites le misérable et vous attirez la compassion, soit vous faites le clown. C'est les deux types de manche qui marchent le mieux. C'est même pas des stratégies d'adaptation.

Nous, qui sommes quasiment tous de la rue, on pense que c'est le verre à moitié plein qui est important. Ce qui est important, c'est que les gens ont des qualités. Si vous êtes fragiles au moment où vous tombez à la rue par exemple, trois mois plus tard vous n'êtes plus, parce que vous n'avez pas chaud. Par rapport à la survie, c'est un autre monde, c'est une violence. 75% des gens qui meurent à la rue meurent de mort violente. On ne parle pas de cela dans la rue, il n'y a pas de justice, on ne protège pas les SDF dans la rue. En quelque mois, vous devenez quelqu'un de très adapté, sinon vous mourez. Ou vous retournez chez vos parents. Moi j'ai vu des jeunes faire cela. Ils s'imaginaient que la rue était un monde un peu aventureux, mais au bout d'un mois ils allaient rechercher la solidarité familiale, car autrement ça devenait insupportable.

Les gens qui restent un peu en demeure à la rue sont très adaptés, ils se prennent en charge et sont extrêmement autonomes. Le dernier des clochards est un mec hyper autonome. C'est pas un choix, c'est pas un truc qu'on cultive. Ces trucs de galère forment le caractère des gens, et les forcent à survivre et à s'adapter. Parce que la première chose qu'on fait à la rue, ou quelle que soit la situation quand on est dans ces contraintes très fortes, comme les gens qui vont en prison, c'est de s'inventer du quotidien.

Cosmopolitiques : C'est-à-dire un espace ? Ou pas forcément ?

JML : Si, il y a l'idée de l'intimité. Il est clair qu'aucun être humain ne peut se développer et vivre sans intimité. Sans espace personnel, quelle que soit la forme et la taille de son espace. Aujourd'hui, la norme, c'est le logement individuel. Mais il y a bien d'autres possibilités. Les gens ont des cabanes, des tentes, etc. Et ils refusent les foyers d'hébergement, du fait de la

promiscuité et du manque d'intimité. Parce qu'on ne peut pas s'y reposer, sans intimité on n'a pas de repos. Rien n'est jamais à soi. On ne se l'imposerait pas à soi-même, mais on l'impose aux gens de la rue. On entasse les gens dans les dortoirs, et après on vient nous dire qu'on leur demande de s'insérer, c'est n'importe quoi. Personne ne se construit sans intimité.

Les différents types d'habitat du GAF – l'importance du “chez soi”

Les maisons communautaires

Les structures d'hébergement au GAF sont des maisons communautaires. Elles sont liées à l'expérience des squats car ce sont des squatteurs qui ont inventé ce modèle, qui a ensuite été légalisé. Tous les gens qui ont squatté savent très bien que dans un squat, chacun a sa chambre, et qu'on ne s'entasse pas dans les chambres, pour 95% des cas. L'idée est de préserver l'intimité nécessaire à tout être humain, l'intimité sacrée, dans le sens où elle ne peut être remise en cause par le groupe. Chez nous, on n'a pas le droit d'entrer chez quelqu'un sauf conditions extrêmes. Les gens ont une clé et un verrou à leurs chambres. L'espace intime dans le collectif est sacralisé. Ensuite, il y a l'espace commun où on vit ensemble. C'est un peu comme une vie familiale. Cette expérience-là du squat vient du fait qu'il est plus simple de survivre et de vivre à plusieurs quand on est vraiment très pauvre. C'est l'entraide. Dans les pays du sud, en Amérique du sud par exemple, le travail communautaire est quelque chose d'extrêmement important. En France, c'est très peu développé. Dans ces maisons communautaires, il y a une cuisine, un salon, chacun à son tour fait la cuisine le soir, et une fois par semaine, on fait le ménage. En dehors de ça, les gens vaquent à leurs occupations. Ces maisons sont gérées par des permanents, des gens issus de la rue qui sont rentrés dans ces maisons comme des accueillis. Puis à un moment donné, ils ont désiré prendre des responsabilités et ont suivi un cursus, une formation qui dure plusieurs mois, en interne.

Cosmopolitiques : Une formation?

JML : On ne confie pas la responsabilité d'un hébergement comme ça. On a tout un cursus en interne à l'issue duquel la candidature en tant que permanent gestionnaire de maison est validée par le collègue des permanents. La personne continuera à vivre sur une maison, mais

elle en assurera la gestion financière, la gestion administrative, et – c'est la seule chose un peu antidémocratique chez nous – aura en tant qu'accueillant un pouvoir sur les accueillis.

Cosmopolitiques : Pour quelles raisons, par exemple ?

JML : Pour la violence surtout, l'alcool, les coups, etc.

Cosmopolitiques : Ça veut dire qu'on peut boire à l'intérieur des maisons ?

JML : Non on ne peut pas. On peut boire à l'extérieur, on peut aller picoler, etc. Mais si on arrive bourré, qu'on ne va pas se coucher et qu'on dérange les autres, au bout d'une fois, deux fois, on dit : « tu dégages ». Pour ce qui est des toxicomanies, c'est autre chose.

Cosmopolitiques : Oui, ça existe pas mal aussi, non ?

JML : Oui, mais il y a des produits qui sont plus ou moins désocialisants. Quand on a un mec abstinent sur une maison, on peut pas faire rentrer un alcoolique, parce qu'on le mettrait lui en danger. Donc on gère au cas par cas. Ce sont des petites maisons communautaires, qui vont de 6 à 8 personnes, sur lesquelles il y a deux permanents, plus les accueillis.

Cosmopolitiques : Les deux permanents pensent la cohésion du groupe ?

JML : Oui. Puis les personnes font leur propre vie. Il y a un certain nombre d'activités obligatoires. Par exemple, quand on a un jardin, il faut s'en occuper. Ce qu'on demande, c'est qu'à un moment donné, les gens se mettent en mouvement. Bien sûr, il y a des gens qui arrivent dans l'habitat et qui ont besoin de temps. Un mec qui a dix ans de rue, qui arrive dans l'habitat, va peut être passer un an à ne rien faire.

« L'intimité va bien au delà du fait d'être seul dans une chambre. »

Cosmopolitiques : On le laisse tranquille ?

JML : Oui, parce que ça plombe. Alors on laisse les gens tranquilles au début. Il va voir l'association, voir comment se passent les choses. Au fur et à mesure, les gens participent. Ou pas, car il y a des gens qui n'adhèrent pas à ce type de vie communautaire. Sachant qu'il y a un très grand respect de l'intimité, si on a envie d'être tout seul, on reste chez soi. Il y a ce respect entre le communautaire et l'intimité. Quand quelqu'un rentre dans une de nos maisons, la première chose qu'on lui dit c'est : « ici, t'es chez toi ». C'est ton salon, ta cuisine, ton frigo, tu n'as pas besoin de demander l'autorisation pour prendre quelque chose dedans.

À l'inverse, dans les foyers, la première chose qu'on dit aux gens c'est : « tu n'es pas chez toi ». D'où notre participation au programme *Un chez soi d'abord*. Un des éléments essentiels est de dire à la personne qu'elle est chez elle. Parce que comme ça on évite beaucoup de problèmes, et d'abord de gaspiller de l'argent.

Dans les foyers ou les appartements d'urgence, j'ai vu des intrusions forcées de l'intimité par les éducateurs : cela peut pulvériser les gens. L'intimité va bien au delà du fait d'être seul dans une chambre. C'est le signe du respect que l'autre a de ton intimité, si un moment tu veux dire non ou que tu ne peux pas parler.

Pour que quelqu'un fasse quelque chose, il faut qu'il se sente chez soi, qu'il se sente apaisé. Le fait d'avoir une pression permanente liée au contrôle des gens qui gèrent les hébergements ne permet pas aux gens de se poser.

Cependant, être chez soi, cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de contraintes. Parce que dans les collectifs, il y a toujours des contraintes. Mais tu es chez toi. Dans des foyers, j'ai vu des mecs qui doivent demander une autorisation pour prendre des yaourts dans un frigo, un mec de quarante balais. C'est ahurissant. Moi, j'ai passé quelques jours dans un foyer. De ma vie, je n'irai plus jamais. Parce qu'il est hors de question que des gamins de vingt ans viennent me dire à moi, qui en ai plus d'une trentaine, ce que je vais faire de ma vie, ou me juger à travers mon parcours. Donc « l'habitat différent » est basé autour de cette idée, d'adapter une forme d'habitat ou d'hébergement à des réalités.

Le fonctionnement concret des maisons communautaires

Cosmopolitiques : Dans les maisons communautaires du GAF, qui remplit le frigo ? Les accueillis avec leurs sous ?

JML : Ceux qui vont faire les courses. Mais pas avec leurs sous. Il y a une cotisation de 80 euros qui comprend tout : la bouffe, l'hygiène, tout ça. Ensuite, toutes les semaines, on reçoit un peu des banques alimentaires, qu'on répartit entre les maisons. C'est celui qui va faire la bouffe qui dit de quoi il aura besoin, et qui va faire les courses. Il demande au gestionnaire de lui donner l'argent dont il a besoin.

Cosmopolitiques : 80 euros pour le logement et la nourriture, c'est bien.

JML : Oui le reste c'est de l'argent de poche.

Cosmopolitiques : Et puis on a une adresse.

JML : Là par exemple vous êtes sur un dispositif qui s'appelle « Lieu à vivre », sous conventionnement ALT (allocation logement temporaire). C'est un dispositif qui est tout à fait classique. Sachant que chez nous, il n'y a pas de limitation de durée, du fait des pédagogies qui sont en place.

Cosmopolitiques : Du coup, qu'est-ce qui se passe si on n'a pas de projet personnel, mais qu'on reste là ?

JML : Ça dépend des personnes, on fait du sur mesure. Il y a par exemple des personnes âgées qui ont passé des années à la rue, on ne va pas leur demander de projet. Aujourd'hui, on héberge près de 70 personnes, mais on n'est financés que pour une trentaine.

Cosmopolitiques : Comment ça se passe pour les autres alors ?

JML : On n'a pas besoin de financements, ça tourne avec l'argent qu'on a. On rend même de l'argent à l'État. On est la seule structure à Toulouse, et une des rares en France, à rendre de l'argent à l'État sur les subventions.

Les appartements semi- communautaires

JML : Pour revenir à l'habitat, on a trois maisons communautaires en tout. Mais certaines personnes ont voulu sortir du communautaire, car on peut avoir envie d'un lieu à soi tout seul au bout d'un moment. Le problème est qu'en payant 80 euros par mois, il reste de l'argent pour vivre mais en passant dans le privé, il ne reste quasiment plus rien. Donc l'idée a germé dans la tête d'un des membres, de faire des appartements à bas coût. Ils ont été créés dans un bâtiment qui appartient à l'association « l'Avenir des sept deniers » qui est une des antiques associations paroissiales³, comme les Cités Madrid. Ils avaient ce bâtiment vide, et nous connaissant, ils ont demandé si on n'avait pas quelqu'un qui pourrait y faire quelque chose. C'étaient des chambres dont on a décidé de faire des appartements, des studios à 250 euros par mois TTC. Ce n'est pas du très grand confort, mais c'est un logement. C'est du semi-communautaire, parce que c'est un lieu autogéré par ceux qui y vivent, et qu'il n'y a pas de chef. Il y a quelqu'un qui fait la trésorerie, on nettoie les parties communes chacun son tour, on se réunit une fois par mois pour parler du quotidien, avant que ça explose. Les gens qui y vivent viennent des habitats communautaires.

Cosmopolitiques : L'habitat communautaire est une étape, on ne vient pas directement dans l'appartement à bas prix ?

JML : On ne vient pas de l'extérieur dans les appartements. Parce qu'il est en permanence nécessaire d'assurer l'équilibre des lieux. Or on connaît ceux qui sont passés par l'habitat communautaire. Par exemple, celui qui écoute de la musique la nuit ne va pas venir ici parce qu'il va rendre la vie infernale à tout le monde.

Cosmopolitiques : C'est pour cela que ça marche : ce sont à chaque fois des étapes comme des sas, pour la personne comme pour la communauté...

JML : Oui. Ici par exemple, il y a des gens plutôt tranquilles, plutôt âgés. Quelqu'un qui va avoir envie de faire la fête chez lui, va aller dans le privé, ou louer une baraque à la compagne, il va faire sa vie. L'idée des appartements, c'est que les gens puissent avoir plus d'intimité, se faire leur cuisine, avoir un chez soi sans être asphyxiés.

³ La paroisse d'ici a été marquée par la personnalité d'un ancien curé, un très grand résistant qui s'appelait l'abbé Naudin, une espèce de curé rouge, de prêtre ouvrier, qui est mort en déportation.

La Maison de Saint Martin

JML : Nous avons aussi une maison particulière qui est pour les gens âgés et malades de la rue. C'est la maison de Saint Martin. Elle a été créée en coproduction entre des gens de la rue et d'autres qui ne sont pas issus de la rue. Elle répond au fait qu'il y a des gens qui sont âgés, qu'on qualifie de clochards, et qui généralement crèvent toujours à la rue. Parce que personne n'est en capacité de leur offrir un habitat lorsque le besoin devient nécessaire. L'idée est qu'il y ait plus de prise en charge, parce qu'il y a des problèmes de santé, de vieillissement prématuré. Donc on a créé cette maison qui est communautaire, dans laquelle il y a des anciens qui demandent un accompagnement plus important. Pour gérer une maison de 8 personnes, il y a 4 personnes salariées, qui n'habitent pas sur le lieu et qui viennent tous les jours.

Cosmopolitiques : Ils ne sont pas forcément des anciens SDF ?

JML : Si, la moitié sont des anciens SDF, l'autre moitié non. On a fait un partage, cela fait partie de l'évolution des projets : il y a deux personnes qui doivent venir obligatoirement de la rue, et deux personnes qui ne viennent pas obligatoirement de la rue. Sur la maison de Saint Martin, on travaille beaucoup avec les réseaux sociaux. Parce que faire rentrer quelqu'un qui a 25 ans de rue dans la maison, cela a pris un ou deux ans pour certaines personnes. Ça demande des pédagogies particulières, de savoir comment on aborde quelqu'un qui a 25 ans de rue. Il y a tout un savoir faire lié à l'expérience de la rue.

La maison relais

JML : A côté on a créé une maison relais. Ce dispositif « maison relais » est né de l'expérience du GAF, après une visite de Xavier Emmanuelli dans une de nos maisons en 1997. L'idée courrait déjà qu'il était nécessaire que les gens aient un chez soi et que la dimension semi-communautaire ou communautaire était importante. Le dispositif est une baraque où il y a des petits appartements. C'est du logement, pas de l'hébergement. C'est-à-dire qu'il y a de l'APL (aide personnalisée au logement), et qu'on ne peut pas vous expulser en période hivernale, ou pour cela il faut aller au tribunal. C'est un logement, avec une dimension semi-communautaire.

Cosmopolitiques : Il y a un bail, on peut rester très longtemps ?

JML : Tout à fait. Sachant que la dimension communautaire est plus adaptée à un certain nombre de personnes venant de la rue. La maison relais coûte beaucoup plus cher que les appartements à bas coût. C'est beaucoup plus confortable. Mais c'est 150 euros par mois.

Cosmopolitiques : La personne doit apporter elle-même sa nourriture, faire son ménage, etc. ?

JML : Ça dépend des maisons relais. Certaines ont des aides, ou font de la restauration aussi. On n'en fait pas nous parce que c'est une petite maison relais. Le problème de ce dispositif c'est qu'il y a besoin de beaucoup de logement pour le viabiliser. Mais en termes de communauté, il y a des tailles critiques. Au dessus de dix personnes, vous ne gérez plus grand chose.

Cosmopolitiques : Quelle est la différence avec les Maisons communautaires ?

JML : La première des maisons communautaire vient de la mairie. Les mecs squattaient une maison, et ils ont été expulsés parce qu'ils ont ennuyé la mairie. Mme de Veyrinas, l'élue aux affaires sociales de l'époque, leur a donné une baraque qui allait être détruite, pour qu'ils arrêtent de la faire suer. C'est un petit paradis, il y a un jardin, un cheval, plein d'animaux. Les autres maisons communautaires sont celles qui ont appartenu à la DDE (Direction Départementale de l'Équipement) et qui sont à côté des rocade du périphérique. Aujourd'hui, on est en train de les faire racheter par une société d'HLM, parce qu'on était dans des conventions d'occupation précaire qui devaient être renouvelées tous les ans. On a préparé un plan avec une société de HLM toulousaine pour qu'elle rachète les maisons et qu'on en garde la gestion.

Cosmopolitiques : Comment ça se passe, comment vient l'idée ?

JML : C'est venu quand on s'est aperçu qu'on pouvait perdre les maisons assez facilement, selon les influences politiques et compagnie. Alors on a regardé quelle chose on pouvait mettre en place pour stabiliser ces lieux et continuer à faire de l'accueil. On est en lien avec des sociétés de HLM, c'est du travail de réseau. On a commencé à regarder comment les sociétés de HLM pouvaient racheter les maisons. L'idée est qu'on paye un loyer mais qu'on

continue à gérer l'accueil. La société de HLM est propriétaire, avec une convention. Ça ne pose strictement aucun problème parce que c'est des rapports de confiance qu'on a entre nous. Et l'État a accepté de vendre ces bâtiments aux offices de HLM.

On travaille avec quasiment toutes les institutions, et ce sont des rapports de travail qui sont basés sur la confiance. Même si on est obligés régulièrement de batailler sur des sujets, on travaille au sein de rapports de confiance. On n'entretient pas de rapports de force inutiles. Quand on part au combat, c'est qu'il y a vraiment une nécessité.

Les différentes activités du GAF

JML : D'autre part, on a un jardin bio, enfin pas labellisé parce que c'est extrêmement contraignant.

Cosmopolitiques : 105 000 m² de terrain agricole, d'après ce qui est écrit sur la plaquette...

JML : Oui on a des gars de la rue qui travaillent là-dessus. On a aussi des équipes de rue qui sont historiques. Nous avons également des ateliers culturels et sportifs, et des accueils de jour.

Les accueils de jour : le savoir-faire des sachants

JML : Ces accueils-là sont tenus par des gens de la rue, mais qui sont dehors (en tentes, en caravanes, etc). Par exemple, on a un petit déjeuner qui est tenu depuis des années par une personne qui est très *sachante*. Il n'y a jamais de violence, alors qu'il a 60 ou 70 personnes dans la salle. Vous prenez une institution qui fait cela, il leur faut minimum quatre ou cinq éducateurs, dont deux costauds, et il y aura des violences quasiment toutes les semaines.

Cosmopolitiques : Ça veut dire que les rapports de force sont à l'origine des violences ?

JML : Là il n'y a pas de rapports de force, parce que c'est tenu par les gens de la rue. Et quand il y a un problème, ce sont tous les gens qui sont dans la salle qui s'en occupent.

Cosmopolitiques : On peut dire qu'ils l'auto gèrent ?

JML : En partie seulement, parce c'est quand même géré par des personnes en charge. Mais surtout, c'est respecté parce que ce sont des gens qui ont été à la rue et qui y sont encore, qui offrent un service dont les SDF ont besoin. Ils le respectent parce que c'est fait par des pairs, par quelqu'un qu'ils connaissent. Ça change tout, les rapports ne sont pas les mêmes, on est dans un rapport très égalitaire de vécu, on n'est pas dans un rapport de...

Cosmopolitiques : ...d'autorité ?

JML : Oui. Et puis on ne cherche pas à installer les gens chez nous, c'est-à-dire que les petits déjeuners ne sont pas conçus pour faire de l'accompagnement. Le système social français génère un certain nombre d'activités pour faire de l'accompagnement. Comme d'ouvrir un accueil de jour parce qu'on veut faire venir des gens qu'on va essayer d'insérer. C'est une espèce de jeu de dupe. Nous ne faisons pas cela. On a un accueil qui est ouvert le samedi, le dimanche et les jours fériés – c'est le seul à Toulouse. C'est mon premier projet, qui a été créé parce que les mecs galéraient le week-end sans rien avoir. C'est tenu par des gars de la rue aussi. Il y avait un local vide, de l'espace, on m'a filé une machine à café, des paquets de café, du sucre et des gobelets. Ça s'est monté avec rien, mais avec de l'engagement et un local. C'était en plein centre ville.

Cosmopolitiques : Il fallait aller chercher les personnes ?

JML : Je n'allais jamais chercher les personnes. Je viens de la rue, donc les mecs savaient. Et ils connaissent le GAF : on touche énormément de gens, donc quand il y a une activité qui s'ouvre, tout le monde le sait.

Il faut savoir que tout ce qui est au GAF est payant, il n'y a rien de gratuit. On n'est pas dans une logique d'assistanat. Un café, ça coûte. Les porteurs de projets en accueil de jour gèrent l'activité : l'accueil, le petit déjeuner, la nourriture. Mais en plus ils gèrent la trésorerie. Ça fait partie de la responsabilité. Si la personne ne sait pas le faire, il y a un coordinateur qui peut filer un coup de main sur chaque pôle d'activité. Mais la personne est responsable.

Cosmopolitiques : Ce ne sont pas de fausses responsabilités...

JML : Non, la personne va gérer sa comptabilité. Alors, parfois ça pique un peu dans la caisse pour s'acheter du tabac, ou d'autres trucs. Ça fait partie du chemin. C'est le groupe qui régule.

Quelqu'un qui n'est pas fait pour gérer de l'argent ne le gèrera pas, parce qu'on va s'en apercevoir. Il faut que chacun soit en permanence en face de lui-même. C'est bien aussi de partager la responsabilité, par exemple s'il y en a un qui est bon pour gérer l'agent, et un autre qui est bon pour l'accueil, on va associer les deux. L'important est que les gens soient responsabilisés, avec de vraies responsabilités.

Interroger les pratiques sociales

Cosmopolitiques : Comment marche les relations avec les partenaires sociaux, quand ils voient un projet comme celui-là ?

JML : Vous avez un peu de tout. Ça dépend, il faudrait demander aux gens. On a des côtés un peu extrêmes... On est la seule association de ce type en France, à cette échelle. Parce que ça commence à devenir un peu énorme, à cette échelle-là. C'est vrai que c'est diversement apprécié. D'abord parce qu'on interroge énormément les pratiques sociales et qu'on appuie beaucoup là dessus. Il arrive que des travailleurs sociaux ne supportent pas trop ça, mais ça fait partie du travail de l'innovation, c'est lié à ce qu'on est. Ensuite, les institutions nous font globalement confiance. Du fait qu'on a apporté des réponses là où personne n'avait été capable d'en apporter sur des problèmes récurrents dans certains lieux à Toulouse.

Cosmopolitiques : Quoi par exemple ?

Exemple d'expériences alternatives - La « pédagogie Auch »

JML : On va sortir un peu du GAF et parler de projets alternatifs qui sont à l'œuvre. On travaille ensemble avec Claude Touchefeu (élue à Toulouse, actuelle déléguée à l'action sociale) sur ces projets. On propose des modes d'action et des pédagogies depuis maintenant plus de 15 ans.

Le GAF accompagne un groupe de punks, dans la ville de Auch, qui a un lieu de vie donné par la mairie. Je travaille là-bas avec une association, sur de l'accueil communautaire. Il y a de plus en plus de gens à la rue, on est dans des phénomènes de masse. Un certain nombre de responsables politiques commencent à s'en apercevoir. Il faut être bête pour ne pas le voir. Il va falloir que les réponses évoluent. Je ne suis pas dans un jugement de valeur, mais on est dans un système qui échoue : il y a beaucoup d'argent investi dans les actions et il y a de plus

en plus de gens à la rue. Or on n'arrive pas à prévenir, et en plus on n'arrive pas à guérir. Il va falloir adapter les logements, l'habitat, pour que les gens aient un toit sur la tête. Devant cette constatation, il y a un certain nombre d'institutions qui sont prêtes à aller un peu explorer d'autres rivages.

Le terrain du Raisin

JML : À Toulouse, par exemple, il y avait un campement de SDF face à la gare au bord du Canal du Midi. Ils étaient plus d'une vingtaine, complètement à l'arrache. Un truc complètement délirant. Ça s'est développé entre les deux parties de l'élection municipale, au moment où la nouvelle municipalité est arrivée. On avait déjà travaillé avec la précédente, même si on se battait avec elle.

La mairie précédente avait été obligée de baisser un peu le pavillon parce qu'on leur avait fait une publicité extrêmement négative qui a beaucoup porté en terme d'image. Donc ils ont lâché un peu le morceau quelques mois avant l'élection. De notre côté, on est a-politiques, donc on a décidé absolument de ne pas s'impliquer dans l'élection. La mairie a calmé le jeu et nous aussi. Le campement s'est installé.

L'élection est arrivée, la mairie a changé et a mis un certain temps à s'organiser. Puis il y a eu un événement : une jeune femme a été tuée au bord du canal, à proximité du campement. Par un gars qui vient d'être condamné, un bûcheron qui n'était pas sur le camp et qui sortait de la gare. Le maire a piqué une crise en disant « ça suffit ». C'est vrai que c'était particulier, ces mecs à l'arrache. Ce n'était pas simple.

Le maire a envoyé les travailleurs sociaux pour voir ce qu'ils voulaient et ce qu'on pouvait faire. Les travailleurs sociaux n'ont pas réussi à prendre contact, et le retour qui a été fait à la mairie a été : « Eux, ils veulent discuter avec personne ». Le maire a dit : « Ils veulent pas discuter ? On les vire ». Ça fait partie de ses prérogatives, on ne peut pas critiquer cela.

Nous on savait ce qui se passait. On avait des débats internes pour savoir si on devait intervenir ou pas. Parce qu'il y avait le DAL (Droit Au Logement) qui attisait le feu, personne ne faisait médiation. Au bout de deux jours de tergiversations et de débats en interne qui ont été très chauds, on a décidé d'intervenir. On est allés là bas, on avait des potes sur ce campement. On a demandé si on pouvait se voir et faire une réunion ensemble, ils ont accepté.

On leur a dit que la mairie disait qu'ils ne voulaient pas discuter avec eux. Les mecs nous ont dit : « Nous on a jamais vu personne ». C'est-à-dire que le travailleur social a dû croiser un

mec, il lui a dit : « On peut parler avec vous ? », le mec était bourré, il s'est fait jeter, voilà. C'est vrai que c'était un peu impressionnant de pénétrer à l'intérieur du groupe. Il y avait des chiens partout... Ils nous ont donc dit qu'ils n'ont pas eu de contacts.

J'ai appelé le mec de la mairie, du social, et ils ont débarqué. On avait dit aux gars lors de la réunion avec eux, qu'à la limite, le mieux serait qu'ils proposent quelque chose. C'est-à-dire de ne pas rester dans la position de la victime. C'était évident que ces mecs se retrouvaient à la rue parce qu'ils avaient été virés des squats : c'étaient des mecs qui vivaient en communauté. Ils ont proposé un truc naturel dans ce monde-là : des petits lieux autogérés. Des petites baraques avec des jardins qu'ils puissent gérer eux mêmes.

Il y a eu une manif qui a été organisée par tout le monde, puis un rendez-vous à la mairie de Toulouse, où on a proposé une méthode de travail qu'on met déjà en œuvre à Auch. Qui est que la meilleure façon pour travailler avec eux est de créer un groupe de travail collégial, entre la mairie, les SDF et une structure accompagnante de travailleurs sociaux (par exemple une association), et de créer le projet des SDF avec les décisions prises à l'unanimité de ces trois collègues. Pour qu'à chaque fois, si le projet avance, il avance par la volonté de tout le monde. Et les travailleurs sociaux accompagnent tout le monde, pas uniquement les SDF. Ils accompagnent aussi la mairie. Ça n'a pas été nous parce qu'on n'a pas voulu le faire, mais on a donné cette méthodologie-là. Les SDF ont proposé l'idée des maisons, la mairie a dit OK, sauf que les baraques n'allaient pas tomber du ciel ! Le maire avait donné un ultimatum, et il n'allait pas négocier là dessus, du coup comment allait-on faire ?

On a décidé d'aller chercher les maisons : il y en a dans le patrimoine. Les squatteurs ont proposé que ce qui serait bien c'est qu'on ait un petit campement, le temps de la transition. Mais un campement avec plus de confort, clôturé, occulté, chacun ayant sa clef, avec un bungalow pour le sanitaire et un bungalow pour la salle commune. La mairie a dit OK, elle a proposé un terrain qui était très proche du centre ville, le « terrain du Raisin », et ils se sont installés là. Ça a duré plusieurs mois, ils ont prouvé leurs capacités à s'autogérer, alors que ce campement était géré par des mecs sur lesquels personne n'aurait parié un kopek. Rien ni personne... des marginaux qu'on pensait incapables de faire quoi que ce soit de leur vie... Là ils ont prouvé qu'ils étaient capables de gérer un campement de 20 personnes, ce qui est extraordinairement difficile. Ça a été possible parce que c'était autogéré, et qu'il y avait un projet autour.

Au bout d'un moment ils ont eu les lieux : la mairie a mis à leur disposition deux maisons et un bâtiment avec des appartements. Et ce projet dure depuis un an et demi, deux ans. Et il y a

des progressions, car cette méthode de travail issue de la rue a fait des petits : quand la Ville s'est aperçue qu'avec certaines personnes de la rue, il n'y avait que les structures autogérées qui fonctionnaient, c'est-à-dire qui ne rentraient pas dans le cadre de l'hébergement contraignant, à chaque fois qu'il y a eu cette opportunité, elle l'a fait.

L'Hacienda

JML : Aujourd'hui nous avons une autre structure qui vient de sortir, c'est l'Hacienda, un squat qui avait brûlé, et qui ayant entendu parler de cette expérience, a proposé à la mairie un projet auto géré etc., comme les gars du Raisin. La mairie a mis à disposition une maison, un peu d'accompagnement qui n'a pas finalement pas été nécessaire. Car les gars s'autogèrent dans un lieu de vie avec des d'activités comme celles qui existent dans les maisons qu'on a déjà. Toujours avec cette même méthode de travail. Ça n'a pas coûté grand chose, puisqu'il s'agit de mettre du bâti à disposition, de faire confiance au groupe, de le laisser s'autogérer, et d'accompagner le groupe.

« Fais-toi ton habitat »

Cosmopolitiques : Le mot clé c'est l'autogestion ?

JML : Oui et surtout se mettre à égalité. Le rapport n'est plus : tu es un pauvre malheureux, je vais t'aider, tu es un marginal, etc. C'est : on est des citoyens et on va travailler ensemble. On est dans une forme de coproduction, mais on est aussi dans de la citoyenneté. C'est ça, la méthode de Auch. On l'appelle comme cela parce que c'est là qu'on a appliqué ces principes la première fois. Là bas, avec le travailleur social, on a beaucoup travaillé sur ce concept là. Depuis, on l'appelle la méthode Auch chaque fois qu'on la prend en exemple. Cette pédagogie là qui est citoyenne, et donc épure les rapports humains, c'est beaucoup plus simple. Quand il y a des réunions, vous pouvez avoir le maire en face des SDF qui se parlent tout a fait franchement, règlent les problèmes et se disent les choses. Au lieu de passer par des intermédiaires ou par des sous entendus. Pour pouvoir faire ce genre de travail, avec ces gens avec qui normalement personne ne peut travailler, il faut être d'une grande clarté. Et ça simplifie absolument tous les rapports. On est réellement dans un rapport de citoyenneté : t'es un citoyen, t'as cette forme de vie, construis-toi ton habitat, fais-toi ton habitat. Votre truc

c'est ça ? Alors faites-le. Nous, on vous met à disposition ça. Par contre si ça ne marche pas... parce que ça arrive, il y a un projet où ça n'a pas marché.

Cosmopolitiques ; C'est intéressant aussi quand ça ne marche pas. Par exemple, pourquoi ça n'a pas marché ?

JML : Le problème est toujours le même : on n'a pas de pouvoir sur le groupe. Ce qu'on fait, c'est accompagner le groupe – en restant à côté. Accompagner le groupe tel qu'il est : comment il est structuré, comment il s'autogère, comment il passe d'une structure de squat qui est quand même assez informelle, à une structure de lieu autogéré. C'est quand même une passerelle qui peut être difficile, c'est pas une science exacte.

Par exemple à Auch, entre le moment où ils ont commencé et le moment où ils ont eu le lieu de vie, il a fallu trois ans. Faire trois ans d'accompagnement en voyant évoluer les gens, en n'ayant pas de pouvoir sur eux sauf le pouvoir qu'ils nous donnent eux mêmes, c'est pas simple. Par contre l'histoire de l'Hacienda ça a été très rapide : ils ont fait cela à cette vitesse parce qu'ils avaient un leader. À Auch, ça a pris trois ans.

Cosmopolitiques : Parce qu'il n'y avait pas de leaders ?

JML : Il y en avait. C'était des punk. Auch était emblématique parce que pendant que ce travail se faisait avec le squat, le travailleur social nous appelle de Auch en nous disant qu'ils vont se faire virer. Ils se font harceler par la police – ça c'est la spécialité du collectif SDF –, et le travailleur social me demande : est-ce que tu pourrais pas venir pour discuter un peu de ça et voir ça.

On débarque et on discute, et on demande s'ils veulent garder le squat. Parce que ces mecs étaient pris dans une situation infernale, où chaque fois qu'ils trouvaient un squat ils se faisaient virer, ils dormaient sous des ponts, ils retrouvaient un squat, ils se faisaient virer. Sachant qu'il y a 50 SDF à Auch, avec 26 000 habitants, c'est pas très drôle. Donc on a été en justice. La baraque où ils étaient appartenait à une société d'économie mixte dépendante du conseil général et de la mairie.

À un moment, le GAF a dit aux gars du squat : est-ce que vous ne voudriez pas garder un peu la maison ? Peut-être qu'elle ne va pas être détruite tout de suite. Parce dès qu'il y a des trucs municipaux, cela prend un temps infini. Est-ce qu'on pourrait essayer de négocier cela ? Ils sont OK.

Donc des rencontres sont organisées avec l'adjoint au maire à la solidarité de la ville de Auch et les gars de la rue ; c'est une relation directe, parce que la pédagogie Auch est celle là, c'est un élu qui est venu autour de la table en proposant. Les travaux ne vont pas être faits maintenant, est-ce qu'on ne peut pas avancer ensemble ? La mairie a accepté parce qu'ils ont fait le constat qu'on était dans un phénomène durable d'implantation de gens à la rue. Et qu'il n'y avait que deux méthodes : travailler avec eux ou les virer. Et eux n'avaient pas l'intention de les virer donc ils ont dit : comment on fait pour travailler. Ça a son importance aussi. Ce qu'on a pu faire, c'est de dire qu'il y a des outils. Et le travail a commencé.

Et en fait, pendant ces deux années de genèse, ce qui s'est passé c'est que les jeunes, pendant qu'ils étaient entre deux squats, ont dormi sous un pont avec des vieux de la rue. Et quand ils ont été stabilisés dans un squat, ils ont dit à ces vieux de la rue : venez ! Le squat était grand, il y avait des chambres, ils leur ont donné à chacun une chambre. Deux pauvres vieux dont tout le monde disait qu'ils avaient l'air abimés, les pauvres biches, qu'ils picolaient, des clochards moyens dont on ne pourra rien faire ; parce qu'évidemment ils ne voulaient pas aller dans les foyers.

Quand les punk ont été stabilisés dans le squat, on s'est aperçu qu'il y avait moins de problèmes avec les services publics. Dans une ville comme Auch, ça se voit tout de suite. Toulouse, c'est plus difficile parce que c'est plus grand, c'est une métropole. Ces trois ans de projets ont permis de faire comprendre aux gens de la rue que la ville de Auch voulait bosser vraiment avec les gens. Il y a eu un rapport de confiance qui s'est installé – et dire qu'au départ ces gars-là vomissaient les politiques !

Cosmopolitiques : Il pouvait aussi y avoir une réticence symétrique de l'autre côté : on peut rien faire etc.

JML : Tout à fait, le maire et son adjoint s'y sont collés, ils se sont mis à la table avec les mecs de la rue. Il y a été. Et il y a eu un rapport égalitaire. La base c'est cela, on travaille ensemble, on décide ensemble et on se parle en direct. On ne prend pas cinquante intermédiaires. Et après il y a une association à Auch, « REGAR », qui va accompagner le projet et accompagner tout le monde.

Cosmopolitiques : Dans quel sens, accompagner ?

JML : Par exemple sur le projet de la maison, c'est faire des réunions tous les 15 jours pour parler du projet. Il y a aussi un travailleur social avec qui je bosse sur ce projet qui va les voir régulièrement. Il y a un lien autour du projet autogéré, mais aussi, maintenant qu'il y a un lien de confiance installé, il y en a qui ont des problématiques de santé. Mais on va vers les gens, on n'attend pas qu'ils arrivent. Il y a un rapport de confiance qui s'est instauré entre la ville, cette association et les SDF.

« Ça ne suffit pas de faire du social »

Cosmopolitiques : Ça a pris comme une mayonnaise, en fait...

JML : Oui ça a méchamment pris.

Il y a trois vieux de la rue en fait à Auch. Il y en a un qui est mort alors qu'il allait accéder à un logement. Le deuxième est retourné sur le campement, ce qui est mieux parce qu'il s'encroutait dans le squat, c'était pas bon pour lui. Avec d'autres potes, il s'est construit une cabane, un habitat adapté qui lui va très bien. Et le troisième qui est un mec qui fait un bordel quand il est bourré, un mec énorme, impressionnant, qui faisait flipper tout le monde dès qu'il était bourré parce qu'il insultait tout le monde etc. Il est aussi passé par le squat. Le fait que ces mecs passent par le squat et par l'association a permis de lier des rapports de confiance. À l'intérieur d'un lieu stabilisé, on n'était plus sous le pont etc. Et ce rapport de confiance, il se savait. Les mecs parlent dans la rue. Les mecs parlent en disant, tiens, celui-là tu peux aller discuter avec lui. Cette troisième personne aujourd'hui a son petit appart dans un petit village. Voilà, ces mecs là on ne les voit plus dans la rue.

Cosmopolitiques : Du coup le squat à Auch est encore là, ou non, il a fait son office...

JML : Non. Après c'est les parcours des gens, c'est-à-dire qu'après les projets des gars évoluent, ils prennent de la consistance, jusqu'au moment de décider ce qu'on allait faire. À un moment la mairie dit : voilà, vous vouliez un lieu de vie, on vous propose des maisons. On a visité un certain nombre de maisons. Depuis ils ont leurs maisons, qui sont des lieux de vie, qui ne sont plus des squats, qui sont gérées, dans lesquelles ils vivent. Sur lesquelles il y a d'autres projets. Il y a aussi des projets extérieurs d'activité. Parce qu'il y a un groupe, ils se sont constitués en association

Cosmopolitiques : Qui n'est pas le GAF ?

JML : Non, qui est leur association. Avec des statuts proches de ceux du GAF.

Cosmopolitiques : inspirés du GAF ?

JML : Oui on a servi de modèle parce qu'on a bossé ensemble. Ils voulaient une collégiale, avec décision à l'unanimité. Parce que dans la rue c'est comme ça : c'est un système politique issu de la rue ça. Dans un squat, il peut y avoir des chefs, mais normalement les décisions elles sont prises entre tout le monde, même s'il peut y avoir des rapports de force. Donc ils se constituent en association, et ils gèrent leur propre lieu de vie, ils payent leurs factures, et c'est des punks. Personne n'aurait parié un franc sur eux. Et le bénéfice, c'est que vous avez un projet, et qu'autour de cela, il y a tout un travail qui peut se faire autour de la rue. Aujourd'hui la rue à Auch est plus apaisée. Car les gens qui étaient critiques sont accompagnés, et les relations sont moins tendues. Même si ce n'est pas la joie parfaite. Et la population le voit.

On a eu une conversation avec la mairie de Toulouse, autour de la vision globale. Il y a le côté social, mais aussi le côté citoyen qui est intéressant. C'est : comment par exemple on peut mieux gérer l'espace public, la cohabitation dans l'espace public ? J'ai plein de gens dans l'espace public, dont les SDF : comment on peut faire pour que ça se passe mieux ? Là on rentre dans des conversations plus politiques. C'est : oui vous travaillez sur des projets, il y a une relation de confiance qui s'instaure, c'est vrai. Mais après on peut peut-être aller plus loin en disant : comment on fait quand il y a des points de fixation, des trucs très stigmatisant dans les groupes de SDF ? avec beaucoup de chiens par exemple. Comment on fait pour gérer ça ? Quels genres de rapport on peut instaurer entre les autorités et les gens de la rue ? à partir du moment où on a reconnu qu'avec la municipalité – et dans ce cas c'est vrai, on n'est pas politisés du tout nous – il y a en réalité une vraie volonté de travailler avec les gens.

Il y a plusieurs projets en cours, on est en train de monter des projets avec la ville de Toulouse qui accepte des projets expérimentaux. Mais ce bénéfice là, il faut l'étendre. Ça ne suffit pas de faire du social, on est dans des rapports de citoyenneté. Vous avez des gens à la rue, dont vous ne les ferez peut être pas sortir. Mais ils sont à demeure, vous les avez, donc comment on fait ? La mairie s'était par exemple engagée à ne pas virer, à ne plus harceler les SDF qui s'abritaient dans la ville. La seule condition c'était qu'il n'y ait pas de bidonvilles. Il y a des gars qui s'abritent par deux ou trois, parce que Toulouse c'est assez étendu, donc il y a des lieux où les mecs peuvent s'abriter. Il y a des tas de gens dans la rue. À Toulouse, on ne

harçèle plus ces gens-là. Ils étaient harcelés auparavant par la police municipale ce qui leur rendait réellement la vie impossible. Par contre on n'accepte pas le campement, les bidonvilles de 50 personnes.

Mais à partir de ce travail-là on peut améliorer les rapports entre les gens. Améliorer la façon dont on vit ensemble. Donc la dimension va bien plus loin que celle du social. On a des gens qui sont à la rue, ils sont là, qu'est-ce qu'on fait avec eux ? Nous, par exemple, on a des personnes qui sont dans des caravanes, ou dans des cabanes, ils vivent très bien, avec de l'électricité, mais c'est leur mode de vie. C'est des mecs qui ont des années de rue. On a des gens qui sont sous tente autour des baraques, des gens qui squattent un bout de terrain qui va avec l'extension de la maison-relais, avec l'installation sanitaire, etc. ce sont des gens de la rue qui se sont posés sur les lieux. On leur fait confiance, on les connaît et ils gardent le lieu.

Cet été le préfet de la Haute Garonne a voulu faire du zèle avec l'histoire des Roms. Il a pris la carte, et au milieu de la Garonne il y a l'île du Ramier. Or notre accueil est sur l'île du Ramier, avec beaucoup de SDF. En fait il y avait plusieurs positions. Il y avait un bidonville qui a été viré, des petits campements, beaucoup de Roms, quelques SDF. Et il y avait un campement à côté du casino. Le préfet décide donc de faire du zèle et d'expulser des campements de Roms pour faire du chiffre. Mais il dit : je veux pas faire de discrimination. Donc il a viré tous les campements, sur la carte il avait identifié sept campements, et le N°7, c'était celui du casino, qui était là depuis des années. On avait des accords avec la DDE à qui appartenait le terrain, pour qu'ils puissent rester là. Donc il y avait des accords, même s'ils étaient tacites, c'étaient de vrais accords. Ça faisait des années qu'on bossait avec ce terrain et ces mecs. Le préfet passe outre, assigne le tribunal administratif, les mecs appellent, en plein mois d'août ça a été le branle bas de combat. Avocat et tractations etc. On a un gros réseau, des connexions partout, on n'est pas qu'à Toulouse, on a beaucoup de relations aussi à Paris. On a mis tout notre réseau en alerte. Et le préfet a baissé le pavillon.

Cosmopolitiques : Par rapport au campement GAF ?

JML : Oui et par rapport aux autres campements. Le préfet s'est calmé. Déjà les Roms se sont barrés dès qu'ils ont vu la police la première fois avec les notifications. Et dans les autres campements, ils n'ont pas touché aux SDF. Il y a juste une partie d'un campement qui a été prise. La préfecture a dit OK, nous on veut que vous partiez, mais ce qu'on peut faire, c'est de vous mettre un terrain à disposition. Les gars du campement sont allés voir et ont dit : ce

qu'on va faire c'est qu'on va vivre comme on vit là, entre nous, et avec un peu plus de confort. On va se construire notre propre aire d'accueil. L'État met à disposition un terrain de 4000 m², sur lequel ils sont installés et sur lequel il sont en train de créer leur propre lieu de vie qui sera une aire d'accueil pour camions et caravanes. Il y a un petit hangar avec une petite baraque dedans dans lequel ils peuvent avoir une salle commune, où ils peuvent se faire une douche etc. Ils vont faire chacun des emplacements, chacun des petites parcelles, c'est eux qui le font. Nous on leur a voté en interne une subvention de démarrage de 3000 euros pour qu'ils puissent s'acheter le matériel, et là en ce moment, tous les 15 jours on fait des réunions pour qu'ils avancent petit à petit pour monter ce projet.

Cosmopolitiques : Donc au GAF vous donnez des subventions ?

JML : C'est un projet GAF, interne au GAF. On a aussi subventionné une autre expérience intéressante, qui a été cassée aussi par le préfet. Oui le GAF, c'est une boîte à outils pour les SDF qui veulent se construire leur propre habitat. On fait de l'accompagnement technique, on est toujours dans l'autogestion, c'est pas nous qui décidons, on est deux à accompagner ce projet, et on a fait voter en AG une subvention de 3000 euros parce qu'il va y avoir besoin de faire des travaux électriques, de plomberie, qu'ils vont faire eux-mêmes. Ainsi que l'aménagement de leur terrain. Ils feront appel aux gens s'il y a besoin d'un coup de main, mais c'est d'eux que tout va venir. Et ils sont en train de le construire.

Il y a eu un autre projet, l'année dernière. Dans le centre de Toulouse, il y a un triangle de Victor Hugo à Jean Jaurès, dans lequel il y a des gens de la rue qui sont là depuis des années et des années. L'hiver dernier il a fait très froid, le thermomètre descendait à moins 8. Un des gars s'est dit : c'est bon, j'ai pas envie de voir mourir mes potes. Une fondation caritative chrétienne avait quitté ses anciens locaux, donc il s'est dit : on intègre. Donc sans effraction sans rien ils ont ouvert le lieu, il y avait le chauffage, et ils ont installé un squat – ou un lieu de vie, car on peut appeler cela un lieu de vie, avec au rez-de-chaussée des activités, et dans les étages le lieu de vie pour accueillir les gars. Ils se sont tout de suite constitués en association de fait, en s'appelant les « SDF sans frontières ». Il s'est fait une chimie entre des gens extrêmement intelligents et adaptés, et ils ont réussi à mettre en place ce lieu de vie pour des gens pour lesquels personne n'arrive à faire quoi que ce soit, qui vivent sur le pavé, dans les parkings. Et ils ont construit leur propre lieu de vie. Et pour éviter d'être enfermé en permanence entre soi – parce c'est pas ce n'est qu'ils voulaient – ils ont fait au rez-de-

chaussée des activités, donc ils ont ouvert quasiment tout de suite un petit déjeuner pour les collègues, géré par les gens du lieu. Et ils ont fait appel aux associations, ils ont pris contact avec la mairie. Et le projet marchait réellement très bien. Avec des gens sur lesquels personne n'aurait parié, mais vraiment, c'était complètement délirant. La fondation caritative a fait pression, sur l'État, sur le préfet...

Cosmopolitiques : Pour qu'ils s'en aillent ?!

JML : Oui, parce qu'ils voulaient vendre le bâtiment pour en acheter un autre. C'est des histoires d'argent. Moi je suis monté à Paris dans mon réseau, j'ai demandé à certains de nos partenaires qu'on puisse faire médiation avec la Fondation, le responsable est descendu à Toulouse spécialement, et dans ces locaux s'est tenue une réunion de médiation, avec le directeur de la Fondation. Et le dirigeant de la congrégation, parce que c'est une communauté religieuse. Ça n'a pas marché, et un jour, à 6 heures du matin, expulsion. Et ce projet était magnifique, je vous passe les détails, mais on est dans une technicité, dans une maîtrise de la violence, par les gens eux-mêmes... Il a fallu qu'ils éloignent tous les gens qui auraient pu venir simplement squatter, c'était fait pour cela. Bon ils ont tenu le lieu, ils ont tenu la porte, ils ont installé, réfléchi, travaillé avec des partenaires, tout le monde a travaillé pour avoir des solutions, pour des gars qu'on n'arrivait pas à trouver d'habitude, et qu'on voyait – qu'on voit toujours – mourir. J'ai encore un pote qui est mort il y a pas très longtemps. Ce projet a avorté, le préfet n'a rien fait, on n'a pas eu le temps, on avait commencé à travailler avec la mairie pour trouver un lieu, mais le temps politique n'est jamais le même ; il y a cette espèce de lenteur.

Cosmopolitiques : C'est un comble que ce soit avec cette Fondation caritative que ça ait échoué, c'est impressionnant.

JML : Ils ont vraiment été loin. Nous on a rencontré la directrice de cabinet du préfet qui nous a dit : mais qu'est-ce que vous voulez que je vous dise, c'est la fondation untel, on ne peut rien faire...

Donc il y a un certain nombre de ces projets qui fonctionnent ; il y a une méthodologie autour de cela, une pédagogie qui est basée sur de la citoyenneté. Aujourd'hui on a cela, et on est en train de regarder avec la mairie si on ne peut pas aller plus loin pour rendre la rue plus vivable

pour tout le monde. Il y a tout un travail qui est en train de se faire, et on essaye aujourd'hui de capitaliser là dessus.

Cosmopolitiques : À quel niveau ?

JML : Ce qui est intéressant c'est qu'à un moment donné, on a eu deux communes qui ont fait des choix liés à nos conseils, qui ont été acceptés, qui fonctionnent. Dont on voit les bénéfices. Tout ce qui nous intéresserait c'est de dire à des maires, à des élus : il y a une autre façon de faire, qui peut avoir des résultats bien meilleurs.

Cosmopolitiques : Quand tu dis deux communes, c'est Auch et Toulouse ?

JML : Non ça, c'est celles qui marchent. Moi je parle des autres communes de France. À un moment donné, il faut se dire : il y a peut-être une autre façon de travailler. Parce qu'aujourd'hui on est dans une forme d'impuissance du travail social, du fait de sa forme, de sa façon de faire, de ses représentations.

« Les gens ont leurs propres solutions, le travail social a ses limites »

Cosmopolitiques : Ce sont des problèmes de condescendances ?

JML : Ce sont des problèmes de représentation : celui que tu as en face de toi, c'est qui ? C'est un clochard, un misérable, un crevard... C'est un citoyen : le mieux, c'est ça. On dit : les gens sont comme ça, et on peut essayer d'avancer ensemble. Ça ne marche pas à tous les coups. C'est pas une science exacte. Mais par contre c'est clair que quand l'autre a de l'espace, qu'on le laisse assumer ses responsabilités, et aussi cette notion du travail communautaire, qui fait qu'à un moment donné, le groupe rend les individus forts. Parce qu'on s'auto soutient, chacun ses compétences. Parce que la rue, c'est comme les pays pauvres, on est beaucoup plus dans le travail communautaire, parce qu'il n'y a pas d'autres chemins que celui là. On vit dans une société très individualiste. Par contre les pauvres, eux, sont communautaires. Ils sont obligés, ils n'ont pas le choix. C'est cette autre façon de travailler, mais basée sur de la citoyenneté. Et basée aussi sur le fait que les gens ont leurs

propres solutions, ils ont leurs propres richesses, et ils *peuvent*. Alors on n'est plus sur du logement, mais sur de l'habitat.

Cosmopolitiques : C'est quoi la différence entre les deux ?

JML : L'important c'est d'avoir un chez soi. Quelle que soit la forme du chez soi. Moi j'ai squatté par exemple dans un transformateur EDF. C'était chez moi. J'avais mon intimité, etc.

Cosmopolitiques : Il marchait le transformateur ?

JML : Non, il y avait encore de l'électricité qui venait, mais non. Peu importe la forme, c'est un lieu où on est sécurisé. Il faut savoir quel mode de vie à la rue entraîne des changements sur les personnes : ça fait quelque chose. C'est quelque chose qui s'inscrit profondément à l'intérieur des personnes, quelle que soit la façon dont on a été éduqué, la rue fait quelque chose. Je connais plein de gens qui en sortent, qui se trouvent du logement. Après, il y a d'autres personnes où il faut des formes différentes. Elles ne coûtent pas plus cher, ni ne sont indignes : elles sont adaptées aux personnes. On a des vieux de la rue qui sont dans des caravanes, c'est les rois du monde. Ils se sont payés eux-mêmes leur caravane, ils se sont faits leur installation. Pourquoi on va aller faire chier les gens...

Cosmopolitiques : La caravane, c'est de l'habitat par exemple.

JML : Oui, c'est à lui, il y a des mecs qu'on ne mettra jamais dans des appartements.

Cosmopolitiques : Ça ne marche pas avec les critères habituels de logement.

JML : On ne pourra pas. Ça veut dire que ce qu'il faut, tout simplement, c'est élargir le cadre, c'est rien. C'est une histoire de représentation. On est réellement dans un phénomène de masse aujourd'hui. Si aujourd'hui on ne fait pas la promotion d'une façon de faire différente, ça va mal se passer, le travail social a des limites. Aujourd'hui, il serait intéressant de pouvoir se réformer. Et qu'il y ait plus de travail sur tout ce qui est communautaire. En France, la coproduction, on a du mal. Les anglo-saxons ont beaucoup moins de mal par exemple, ou l'Amérique du Sud avec des exemples incroyables, où le social n'a pas du tout le même visage qu'en France. Parce qu'on est sur des représentations misérabilistes : t'es un pauvre

malheureux, c'est moi qui vais t'aider. Ce qui est complètement délirant, car la plupart des gens ne supporterait pas de vivre trois semaines à la rue, parce que c'est dur, difficile. Alors qu'est-ce qu'on prend : les qualités des gens ou on passe son temps à se gargariser avec ses fantasmes ? Parce qu'on est là dedans. Les représentations qu'on a sur les gens de la rue en France sont historiques : il y a le bon pauvre, le pauvre handicapé. Ça c'est transposé laïquement, aujourd'hui encore. Et puis t'as le mauvais pauvre, le marginal, celui qui ne travaille pas, qui n'a pas de boulot, et auquel on dit : tu ne t'adaptes pas, tu n'es pas dans la compétition, tu ne fais pas ça, etc. Aujourd'hui, c'est clair qu'il faut aller explorer d'autres chemins. Il y a eu l'histoire du rapport sur la santé des « Sans chez soi ». Et puis le programme du « Chez soi d'abord », dans lequel le GAF est très impliqué du fait de notre pédagogie. Le programme du « Chez soi d'abord » est basé sur ce qu'on appelle la pédagogie du rétablissement. Qui est une pédagogie citoyenne.

Cosmopolitiques : C'est un programme qui en est où ?

JML : C'est un programme qui part du rapport qui a été validé par le gouvernement. Puis on a eu le remaniement ministériel, ça a un peu flotté.

Cosmopolitiques : C'était quel ministre justement ?

JML : Bachelot. Soutenu par Apparou (secrétaire d'État chargé du logement). Flottement mais en cours de construction. Mais c'est parti. Et là on est en train de regarder, d'essayer de mettre tout cela en place. C'est un programme particulier, basé sur une pédagogie citoyenne qui est intéressante, un peu proche de ce qu'on fait. Et l'engagement de l'association dans ce programme est lié à cela.

Puiser dans les modèles Anglo-saxons

Cosmopolitiques : Donc c'est à un niveau national alors ?

JML : Oui. Ça fait longtemps qu'on sert d'épouvantail... Environ tous les deux ans, moi je monte au ministère, en disant « ho regardez, une expérience alternative ! » ça fait quinze ans que ça dure. L'intérêt que je vois aujourd'hui – et je ne parle pas de politique politicienne là – vient aussi du phénomène de masse. Et aussi il y a un intérêt dans les cultures politiques de

droite, on va dire, c'est celui d'aller pêcher chez les anglo-saxons... Les américains maltraitent abominablement leurs SDF, mais ils ne font pas que les maltraiter. Ce programme là, « un chez soi d'abord », ou « housing first », vient des États-Unis. Et ils sont d'un pragmatisme incroyable, ils ont une faculté incroyable à se retourner pour mettre en œuvre des solutions adaptées. Donc l'intérêt c'est qu'on a été voir ailleurs. D'autres pédagogies, d'autres façon de faire, et il y a des politiques qui ont suivi. Bachelot a suivi, Appar, le Premier Ministre a suivi... Mais ce qui est intéressant, c'est par rapport aux idées qu'on défend nous : c'est l'histoire de la pédagogie qui est importante, c'est le regard et la représentation qu'on a de l'autre.

Cosmopolitiques : Et quand tu dis « pédagogie », tu parles de former les institutions et les services sociaux, ce n'est pas la pédagogie pour les SDF.

JML : Oui c'est pour les méthodes du travail social. Moi j'interviens dans des écoles d'éducateurs régulièrement, et ici on reçoit des stagiaires éduc. On en a en ce moment. Aujourd'hui c'est basé sur un certain nombre de représentations, de pédagogies, de regard sur l'autre, de façons de se comporter face à l'autre. Ce modèle-là est à bout de souffle. Le modèle de la stratégie en escaliers, le *care*, la stratégie du soin, c'est : je te soigne, et quand on t'aura soigné, tu ne seras plus alcoolique, toxicomane etc., et alors peut-être que tu auras droit à un logement, ce qui est complètement délirant. Avec la pédagogie du *housing first*, on dit : on va te trouver *d'abord* un logement, et puis on va t'accompagner dedans.

Cosmopolitiques : Est-ce que c'est cela ce qu'on appelle *l'empowerment* ?

JML : Non. *L'empowerment*, c'est une des pédagogies du *housing first* : c'est la faculté que les gens ont à se prendre en charge eux-mêmes. C'est pour ça qu'on a servi d'exemple.

Cosmopolitiques : Vous êtes un exemple de ça ?

« Il faut arrêter d'essayer de changer les gens »

JML : Oui. Nous on a les mains dans le cambouis, on ne théorise pas là dessus. Les anglo-saxons l'on théorisé, parce qu'ils ont moins de contraintes intellectuellement parlant. Ces méthodologies n'ont pas été aujourd'hui théorisées en France parce qu'elles ne sont pas

acceptées par le travail social. Le « Chez soi d'abord » est basé sur la pédagogie du rétablissement et de l'*empowerment*. C'est : je ne suis pas un malade, un ceci ou un cela. C'est : je suis un citoyen et je suis capable de me prendre en charge. Quels outils je peux avoir pour le faire ? Après c'est de la construction. Je ne sais pas si on va travailler pour que ça fonctionne, pour faire la promotion de ces pédagogies-là. C'est toujours pareil : comment changer les représentations ? Par exemple les conférences de consensus ; je ne vois pas comment on va pouvoir étudier les conflits... On essaye d'utiliser des stratégies de consensus pour essayer de faire évoluer les méthodes de travail et les pédagogies. Sauf qu'on est sur un secteur qui est assez conservateur, et qui ne lâche pas trop le morceau. Là, il y a une conférence de consensus européenne qui va se mettre en place... On va voir. Parce qu'il y a des pays européens qui sont un peu ouverts. « *Freaky house* pour les *Freaky people* » par exemple, au Danemark, c'est de l'habitat atypique pour les gens atypiques. On accepte qu'il y ait des mecs qu'il ne faut même pas chercher à réinsérer, ça ne servirait à rien. Ils leur ont fait des petits groupes d'habitation ensemble, chacun son chez soi, il y a un mec du travail social qui passe une fois par semaine pour voir si ça va. Et on les fait pas chier. Ça coûte pas cher. Et c'est basé sur un constat : faut arrêter d'essayer de changer les gens, par les contraintes etc. vous ne pouvez pas. Ce qui est important, c'est que les gens au minimum aient un toit sur la tête, et que leur vie s'améliore.

Cosmopolitiques : Cela rappelle les droits de l'homme français, la volonté absolue de vouloir transformer l'autre « pour son bien ». C'est un réflexe et c'est difficile à changer. Il y a donc eu une conférence de consensus en France autour de ces questions ?

JML : Oui, en 2007. J'ai piqué une crise de nerfs là bas. On y a été. Moi je ne savais pas trop ce que c'était. Ça venait du milieu de la santé, et moi je suis plutôt positif : j'arrive, je vois ce qui se passe, et selon, je viens ou je ne viens pas. Globalement ces conférences de consensus, c'est génial, j'adore, parce que évidemment, on veut toujours faire participer les usagers. Donc on avait quelques usagers, mais on sentait une espèce de malaise. On va exposer des gens qui n'ont pas envie d'être exposés. Il y a une espèce de truc qui ne fonctionne pas... Il va y avoir une conférence de consensus européenne, ils sont en train de pondre un truc. On est dans les règles de la coproduction avec les travailleurs sociaux. Le problème de la coproduction c'est que ça doit se faire à égalité. Aujourd'hui, on veut faire de la coproduction, mais les gens ne sont pas complètement à égalité. On veut faire croire que les travailleurs sociaux et les SDF peuvent faire de l'art ensemble. Or les travailleurs sociaux et les SDF qui sont dans des

centres d'hébergement ne peuvent pas avoir de rapports égalitaires. Ce n'est pas possible parce qu'il y a un rapport de pouvoir.

Nous, on a ce rapport de pouvoir dans les maisons communautaires. Il y a des gens qui ont le pouvoir dans la maison. Sauf que démocratiquement, on a résolu ce problème : on a des collègues. Dans l'habitat différent, on a un collègue des accueillis, dans lequel aucun permanent ne peut venir. Il n'y a que des accueillis qui parlent de ce qu'ils vivent, de ce sur quoi ils s'interrogent. Ils se sont eux-mêmes élus deux représentants, qui peuvent intervenir dans l'assemblée générale en leur nom. Qui peuvent critiquer un certain nombre de choses, mettre des choses sur la table. Sans qu'obligatoirement l'accueilli qui va se mettre en avant soit mis en danger par un permanent du fait de ce rapport de pouvoir.

En France on est dans ce rêve où on dit : je suis gentil, je vais te laisser de l'espace. Sauf que le pouvoir, c'est l'autre qui l'a. Et c'est toujours pareil, je ne connais personne qui a un pouvoir et qui ne l'exerce pas.

Cosmopolitiques : Dans les conseils d'administration, maintenant, on fait venir les usagers en représentant. Mais quand on prend des usagers pour être représentants de leurs groupes, c'est dans des rapports de force qui sont complètement déséquilibrés. Donc ça ne marche pas... sauf si l'utilisateur lui-même fait partie d'un collectif...

JML : Qui est fort et puissant.

Cosmopolitiques : À ce moment là, s'il est lui-même vraiment un représentant de quelque chose de fort, ça peut marcher ?

JML : Après c'est clair que c'est moins facile à gérer. Les dernières réunions que j'ai faites à la DDASS, j'ai failli frapper un psychiatre. Parce qu'il n'entend pas. Ils sont redoutables, ils parlent de vous comme si vous n'étiez pas là. Une fois, deux fois... La troisième, le mec il va comprendre ! On est dans ce type de rapports. Et on n'arrivera à rien comme ça. Après, moi j'attaque sur les fondements du travail social. La pédagogie, les travailleurs sociaux. Parce qu'on bosse avec des travailleurs sociaux. On est en réseau très serré.

Cosmopolitiques : Travailler avec les psy par exemple, ça ne doit pas être facile, parce que ce n'est pas facile d'arriver à changer leurs représentations...

JML : Je bosse avec un psychologue moi. Un psy, qui a été formé au GAF. Sa vision est très intéressante. On bosse ensemble, mais on garde nos deux positionnements bien distincts. C'est un travailleur social qui a une façon de se présenter de telle sorte qu'il est un travailleur pair.

Cosmopolitiques : Un médiateur ?

JML : Oui, c'est le mot qui commence à être à la mode. On s'entend très bien...

À Auch c'est intéressant, on est en train de regarder avec la mairie comment les choses peuvent s'articuler. Aujourd'hui, il y a une réelle opportunité du fait des expériences toulousaines. Du fait que ces expériences marchent. Le truc, c'est qu'elles fonctionnent toutes. Au démarrage, on a essayé, et ça a bien fonctionné. Et maintenant toutes celles qu'on a lancées ont un peu cheminé.

Cosmopolitiques : Quand ça ne marche pas, est ce que tu sais pourquoi ?

JML : C'est des histoires de groupes et des histoires de leaders... Il faut des types qui soient soutenus par des gens, tous. Même si tout le monde est consulté, il y a toujours des personnes fortes dans les squats, sinon ça ne peut pas marcher.

Le problème aujourd'hui, c'est que le phénomène est massif. Je vais recevoir un gars qui veut ouvrir un squat et qui a besoin d'assistance.

Cosmopolitiques : C'est essentiellement ce que tu fais maintenant ?

« Si on se base sur la richesse des gens, on va réussir. »

JML : Je fais de l'accompagnement de projet autogéré, et je suis impliqué dans le mouvement associatif. C'est un gros boulot celui de secrétaire général. Je représente l'association dans les institutions, je suis représentant légal de l'association, je suis plutôt un politique. Je fais aussi l'interface en termes de réflexion. Tout le monde reste dans le champ de la sécurité, alors qu'on est dans le champ politique. Après, au hasard des rencontres, j'accompagne des gens individuellement. Aujourd'hui, il y a une réelle envie de capitaliser sur notre expérience. Parce qu'on a 17 ans, et il y a un certain nombre de choses qui sont intéressantes. Ce n'est pas reproductible, parce que le GAF est né d'une chimie entre des SDF et des animateurs du

Secours Catholique. C'est comme un gâteau : c'est une chimie, ça sort et ce n'est pas reproductible. Mais on peut réutiliser un certain nombre de principes. On essaye de travailler là-dessus.

Et ce qui est intéressant aujourd'hui, c'est qu'on a des politiques qui suivent. À une époque, on montait régulièrement à Paris au ministère, donc on connaît pas mal de gens. On a été soutenus par des hauts fonctionnaires, mais ça n'a jamais été suffisant pour qu'à un moment donné on puisse remettre un peu sur la table la façon dont on travaille. Parce qu'il y a une chose qui est évidente, c'est que le social ne résoudra pas tout. Ce n'est pas le social qui résoudra la question des SDF. Par exemple, si on parle des *travellers*, il y en a qui vivent en camion – moi j'ai des potes qui le font – ça ne leur pose aucun problème de se dire SDF. Aujourd'hui on fait quoi avec eux ? On ne fait pas de social. Ce qu'on fait, c'est les stigmatiser. Mais par contre, on n'analyse pas la chimie qu'il peut y avoir entre ces gens qui sont pour la plupart des travailleurs saisonniers, et le monde de l'agriculture alors qu'il y a des passerelles. Je connais beaucoup de *travellers* qui vont faire les pommes, les vendanges, etc. et des agriculteurs qui les trouvent géniaux parce qu'ils sont logés, il faut juste leur fournir un bloc sanitaire et des prises d'électricité, et c'est des gens qui bossent, beaucoup sur des temps très courts, ils sont extrêmement motivés, c'est vraiment l'adéquation parfaite. Ce sont des saisonniers : pendent quelques mois, je gagne ma vie, et après je bouge, je fais les festivals etc. Ça serait intéressant d'analyser cela, ce qui se passe dans ce monde-là qui est l'un des mondes de la rue. Si on se base sur la richesse des gens, on va réussir. Si on veut accompagner des formes nouvelles de lien social, il va falloir changer des choses.

Sur ces nouvelles formes de travail, j'ai fait une intervention avec un sociologue, Jean Montovani. Il travaille à l'observatoire régional de Midi Pyrénées, il a fait un rapport sur la parole des SDF. Ils ont interviewé plus d'une centaine de personnes, dont les mecs de Auch d'ailleurs, des mecs du GSF, du CHRS, pour voir comment eux voyaient la façon dont ils étaient pris en charge. C'est un rapport qui va complètement à l'encontre des idées reçues. Le mec le plus désocialisé qu'ils aient pu rencontrer avait une excellente expertise sur ce qu'il vivait et sur ce qu'on lui proposait. Le 23 novembre 2010, on a eu un forum régional sur la participation des usagers, la cohésion sociale, et l'observatoire régional de la santé. On cherche des manières de capitaliser sur ces méthodes de travail.

« On ne parle plus d'usagers, on parle d'acteurs »

Cosmopolitiques : Sur la participation des usagers.

JML : On ne parle plus d'usagers, on parle d'acteurs. Les mots sont extrêmement importants. Parce quand on parle d'acteur, on parle de citoyen. Qui est l'autre ? On va lui donner sa place, et après il assumera ses responsabilités. Alors ça ne marche pas avec tout le monde etc, mais globalement on va vachement y gagner, parce que tout le monde va s'y retrouver. La société va s'y retrouver, et puis elle va sortir de cette espèce d'assistanat infernal. Parce que c'est ça qui est terrible, c'est qu'on croit que les gens sont assistés parce qu'ils le veulent. Alors que c'est le système qui est un système d'assistés. Duquel il est extrêmement difficile de sortir.

José Cubero, un historien de Tarbes, a écrit l'histoire du vagabondage, depuis le Moyen Âge jusqu'à aujourd'hui. C'est une merveille parce qu'il montre comment au fur et à mesure des époques, à chaque période de crise, on a essayé de régler la question des gens qui se retrouvaient à la rue ou sur les routes, et la permanence des solutions, des représentations et des méthodes. Quand on regarde le système aujourd'hui, on voit à quel point on est capable de reproduire sans apprendre de sa propre histoire. Aujourd'hui avec le GAF on réfléchit justement à ces questions. On est dans un réseau qui s'appelle Voisins Citoyen Méditerranée, qui regroupe des expériences de ce type, et on réfléchit pour savoir comment on pourrait capitaliser ces expériences, théoriquement parlant.

Vers un travail de recherche communautaire

JML : Le souci qu'on a c'est que ce capital appartient à la rue, et qu'il est hors de question que quiconque se l'approprie à sa place... il faut rendre à César ce qui est à César. Tout ça vient de la rue. Après il y a la recherche, il y a les sociologues, j'en connais plein. Mais le problème c'est toujours pareil, ils font leur taf, et puis toi t'es un peu à côté. Par contre, j'ai entendu parler d'un truc qui n'est pas nouveau, mais qui n'est pas très usité en France, qui est la recherche communautaire. Je ne connaissais pas. Je suis allé faire une présentation des modes d'habitat alternatifs, au réseau santé précarité à Toulouse et on a réfléchi un peu autour de cela. Parce que les acteurs sociaux, ils sont dans les constats qu'on fait. Les gens sont d'accord sur le fait de ne pas avoir de solutions : le 115 est débordé, les hébergements pareil, enfin c'est du délire. Donc c'est vrai que les gens sont avides de travailler sur de nouvelles

approches. On est en train de regarder avec le réseau comment on va pouvoir faire ce travail, mais toujours dans la coproduction. Si on travaille avec les scientifiques, il va falloir qu'ils se mettent au niveau des gens. Il est nécessaire qu'on ait le pouvoir sur ces projets-là. Ce n'est pas pour la gloriole personnelle, mais c'est un capital de la rue. Il faut quand même reconnaître qu'il y a un certain nombre de dispositifs sociaux qui viennent de l'expérience des gens de la rue, que la coproduction est possible, mais qu'il y a un certain nombre de variables et d'invariables – amitiés, coopération, etc. C'est le rapport égalitaire, le rapport à la citoyenneté, c'est le fait d'écouter l'expérience de l'autre, d'être à son rythme, car les rythmes de chacun ne sont pas les mêmes. Et de regarder un peu théoriquement pour pouvoir proposer ces outils à la société.

Cosmopolitiques : Et qu'il y ait un rapport au savoir qui soit aussi égalitaire. Ça, c'est un défi !

JML : Oui et puis la reconnaissance de la coproduction. L'idée est de dire que c'est un travail commun, et que si ces expériences réussissent à Auch ou à Toulouse, c'est parce qu'un travail a été fait par une association de SDF et des politiques qui ont réellement été là dedans... Ils y ont été un peu en danseuse, parce qu'au départ, heureusement, Claude Touchefeu y croyait. Je pense qu'aujourd'hui, on a quelque chose dans les mains. Quelque chose qui marche, moi je suis ravi de ces projets qui fonctionnent. Par exemple, le projet de l'Hacienda n'a rien à voir avec le GAF. Les mecs se sont emparés d'un outil, la pédagogie de Auch, ils savaient que cela existait, ils l'ont proposé à la mairie, et ils le font, c'est géré, c'est nickel. Et ça c'est une énorme victoire : ça veut dire qu'à un moment donné, cette méthodologie, elle fonctionne en dehors même de la structure qui la met en œuvre. Et en plus c'est pas quelque chose d'extraordinairement complexe. Et on est sur du travail communautaire. On travaille avec des groupes, et pas avec des individus. Le travail social c'est soigner l'individu ou l'éduquer – « t'as des problèmes, je vais t'aider ». Tandis que là on est dans le communautaire, et dans le communautaire, ça ne s'adresse pas aux individus. Et ça c'est un truc qui peut être extrêmement déstabilisant.

S'adresser au groupe, pas à l'individu

Cosmopolitiques : On ne s'adresse pas à l'individu, on s'adresse à...

JML : Au groupe. Tout le travail qui est fait, que ça soit à Auch, ou à Toulouse, tous les projets, c'est en permanence avec le groupe. On est en face d'un groupe qui peut avoir des représentants, mais c'est toujours le groupe. Après, il y a des gens, parce que c'est vrai qu'on ne peut pas rester toute sa vie dans le communautaire, même s'il est constructif pour l'individu. Il y a des gens qui disent : « tiens, j'aimerais bien quelque chose de mieux ». On s'aperçoit que cette pédagogie permet aux gens de s'impliquer dans leur propre chemin. On est plus dans « je te propose quelque chose », c'est la personne qui dit : « moi, j'aimerais avoir ceci ». Il y arrive parce qu'il y a des rapports de confiance avec les travailleurs sociaux, par exemple. Sur ce type de rapports, les gens avancent beaucoup mieux. Après les projets peuvent disparaître, on existe depuis 17 ans, c'est possible...

Cosmopolitiques : En effet, souvent il peut y avoir des crispations sur les dispositifs.

JML : Oui sur le résultat. Alors que là, ce qui est important, c'est le chemin. Quand on regarde le projet de Auch, les trois ans d'accompagnement, les gens sont hallucinés... Ils ne savent pas jusqu'à quel point on peut l'être quand on est dedans. Le chemin qui est fait, c'est pas mal. Après c'est la rue. Le groupe s'autogère alors parfois ça s'autogère à coup de gifles évidemment. Ça arrive régulièrement encore d'en arriver aux mains. Mais bon c'est le monde de la rue, ça en fait partie. C'est faire confiance à un individu, et faire confiance à la communauté dans laquelle il est inscrit.

Cosmopolitiques : C'est vrai que la France n'aime pas les groupes. Elle a du mal avec les communautés. Alors qu'aux États-Unis, il n'y a aucun problème avec ça.

JML : Oui ils ont plus l'habitude de travailler sur du communautaire. C'est vrai que c'est vraiment délicat. Après on va voir comment on peut évoluer sur... aujourd'hui on a des projets énormes. Par exemple sur une maison de retraite, pour que nos vieux aient une baraque installée. On travaille avec une association de maison de retraite de la ville de Toulouse, un collectif associatif avec la croix rouge etc. pour créer une maison de retraite avec une partie des places réservée à des gens issus de la rue. Retraités ou prématurément vieillissants. Avec des prises en charge et des formations autour de ça. Le projet est en train de se monter, on est au démarrage, il va être proposé à la mairie de Toulouse. On inscrit les gens de la rue dans la communauté. Il y a aussi la Ferme (évoquée dans la brochure du GAF). Un

projet sur l'éco construction, avec la mairie. On était en réunion hier avec les élus. On a des gens âgés à la rue, des vieux de la rue, qui sont disséminés un peu sur la ville et qui vivent dans des tentes un peu isolés. Ils sont très abîmés physiquement, avec la violence etc. On n'a pas de solution parce qu'ils n'iront pas dans du dur tout de suite. L'idée c'est d'adapter un lieu de vie à leur mode de vie. Aujourd'hui on travaille sur une aire de tente, on commence là-dessus. Sécurisée, clôturée, avec des toilettes etc., avec deux animateurs, où ils pourront s'installer, où ils auront leur petit espace intime, où ils pourront poser leur tente, afin d'avoir un peu plus de confort et de sécurité. Ce qui va permettre après, éventuellement, tranquillement, de cheminer vers autre chose. Peut-être de l'habitat plus en dur, etc. Il y a tout un travail de la construction de bois, notamment de cabanes. C'est un projet sur lequel on travaille avec la mairie de Toulouse. Ça devrait démarrer au printemps. Deux animateurs qui vont travailler sur une aire d'accueil très spécifique.

Cosmopolitiques : Les animateurs viennent du GAF ?

JML : Evidemment.

Cosmopolitiques : C'est aussi ça le secret : ce sont des personnes qui viennent de là,

JML : Oui.

Cosmopolitiques : C'est pour cela que c'est pas reproductible en deux minutes

JML : On est dans un système très collectif, où en permanence on va parler et échanger. Personne n'est parfait, quand il y a des carences ou que ça déconne, c'est le groupe qui est là pour réfléchir.

(Propos recueillis par Emilie Hermant et Cassiopée Guitteny, pour Cosmopolitiques – novembre 2010).